

# Climat et transition : comment (bien) financer l'avenir ?

*Les entreprises, en tandem avec leurs financeurs, se positionnent comme des acteurs clés dans la lutte contre les changements climatiques. C'est pourquoi, dans ce nouvel article de la série Course de Fond(s), portée par Banque Populaire et Dynergie, nous explorons les mécanismes de financement de l'innovation dans les secteurs du climat et de la transition énergétique.*

Temps de lecture : minute

---

5 juin 2024

Les rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ont établi la nécessité urgente d'agir pour limiter la hausse des températures. Les objectifs de l'Accord de Paris visent ainsi à maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Pour cela, la consommation des individus doit être adaptée, tout comme la production des systèmes énergétiques, industriels et de transport.

Dans ces domaines, l'innovation n'est pas seulement technologique. Elle reste à imaginer à tous les niveaux. Par exemple, notre modèle économique pourrait récompenser la sobriété et la transition énergétique des entreprises. Ces dernières pourraient aussi revoir l'organisation de leur chaîne de valeur. Et, enfin, l'innovation est aussi d'usage. La transition vers une économie de la fonctionnalité, qui remplace la notion de vente de bien, par celle de la vente de l'usage, fait partie des nombreux exemples en matière d'innovation non technologique et s'inscrit dans la volonté de transiter vers une économie plus verte et durable.

# Financer la recherche et l'innovation pour le climat

Pour soutenir ces transformations, l'ensemble des dispositifs de financement de la recherche et de l'innovation peuvent et doivent être mobilisés. Parmi ces dispositifs, nous retrouvons ainsi ceux présentés dans nos précédents articles :

- Les incitations fiscales à la recherche et à l'innovation tels que les crédits Impôt (Recherche, Innovation, Collaboration de Recherche), les réductions d'impôts (dispositif IP Box) et les exonérations sociales (notamment celles liées aux statuts Jeune Entreprise Innovante, Jeune Entreprise d'Innovation de Rupture et Jeune Entreprise d'Innovation de Croissance), qui permettent respectivement de financer les travaux de recherche et d'innovation et de réduire le coût de ces travaux.
- Les aides publiques directes à la recherche et à l'innovation qui intègrent les aides présentes dans les continuums de financement proposés par Bpifrance et l'Europe ainsi que les appels à projets associés aux grands programmes de financement.
- Les leviers de financement privés, qu'ils soient bancaires ou capitalistiques...

La transition (écologique et environnementale) est l'un des principaux objectifs des grands programmes de financement (comme Horizon Europe et France 2030). C'est pourquoi une part de plus en plus prépondérante d'appels à projet s'inscrivant dans ces grands programmes visent directement des projets d'innovation en faveur de la transition. En outre, l'impact environnemental est maintenant un critère d'évaluation des dossiers, notamment pour l'Ademe. *“L'Ademe accompagne le financement de l'innovation avec près de 8 milliards d'euros, au travers du volet innovation du plan France 2030. Et cela nous a permis d'accompagner plus de 700 entreprises jusqu'à présent”*, détaille Sylvain

Waserman, Président de l'Ademe.

## Financer l'existant, ou comment revoir les modes de production et de consommation

Réduire les émissions de gaz à effet de serre suppose certaines transformations, dont :

- Consommer une énergie moins carbonée, notamment en recourant aux énergies renouvelables plutôt qu'aux énergies fossiles.
- Augmenter notre efficacité énergétique, c'est-à-dire en utilisant moins d'énergie à demande équivalente (pour produire, se déplacer ou se chauffer autant).
- Réduire les usages et les besoins, en produisant, se déplaçant et en chauffant moins.

Au-delà de l'innovation, pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court terme, il faut également penser à déployer à grande échelle les solutions existantes (notamment les innovations des dernières années). Par exemple pour la rénovation thermique des bâtiments, ou pour l'électrification des transports, qui sont d'ores et déjà accessibles techniquement. Le déploiement de ces solutions, parfois plus coûteuses financièrement parlant que celles déjà en œuvre, nécessite dès à présent un investissement en capital fort. Pour cela, un ensemble de dispositifs se structurent progressivement.

Au-delà de l'innovation, pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court terme, il faut également penser à déployer à grande échelle les solutions existantes (notamment les innovations des dernières années). Par exemple pour la rénovation thermique des bâtiments, ou pour l'électrification des transports, qui sont d'ores et déjà accessibles techniquement. Le déploiement de ces solutions, parfois plus coûteuses financièrement parlant que celles déjà

en œuvre, nécessite dès à présent un investissement en capital fort. Pour cela, un ensemble de dispositifs se structurent progressivement.

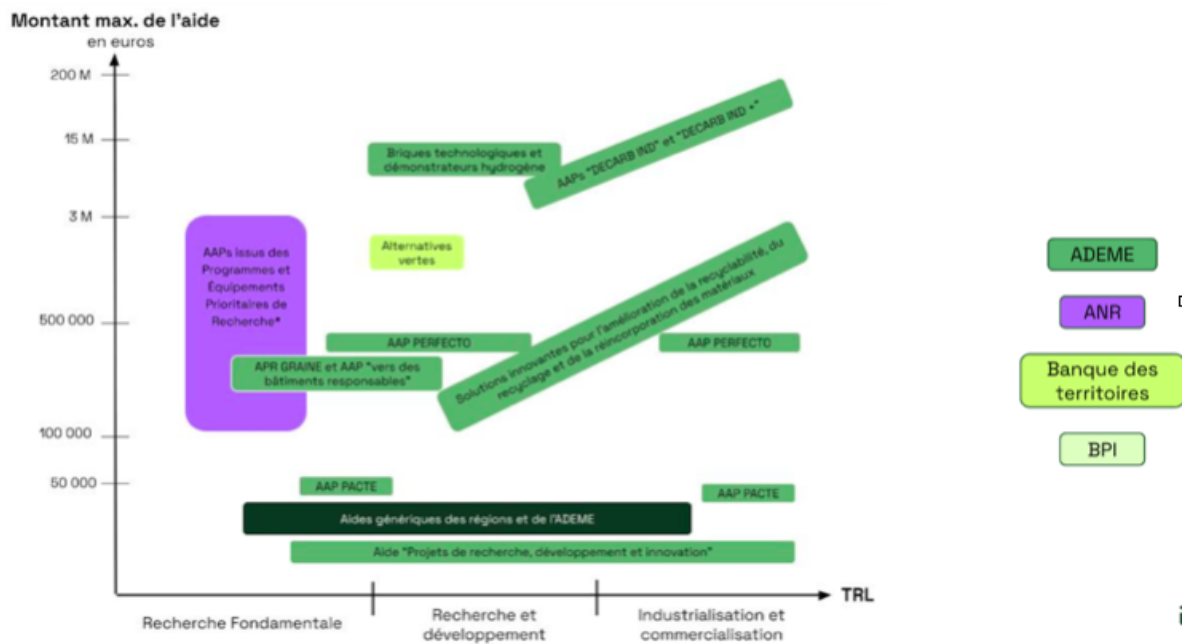
Incitation fiscale :

- Crédit d'Impôts Investissements Industrie verte (C3IV) : Introduit dans la Loi de Finances 2024, il cible les investissements en faveur des énergies renouvelables, avec des taux nominaux de soutien allant jusqu'à 40% pour les PME.
- Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) : impose aux vendeurs d'énergie de promouvoir des actions de réduction de la consommation énergétique en échange de certificats pouvant être échangés ou utilisés pour remplir leurs obligations légales. Ce mécanisme permet aux consommateurs de bénéficier d'aides financières pour réaliser des travaux de rénovation énergétique, contribuant ainsi à la transition énergétique en France.

Aides publiques directes :

- Ademe : En tant qu'acteur majeur de la transition écologique, l'Ademe offre un soutien financier et technique aux entreprises engagées dans des projets d'innovation ayant un impact environnemental direct. « *Les budgets de l'Ademe ont quadruplé en quelques années. Nous sommes passés d'un milliard en 2022 à 4 milliards en 2024. Cela montre aussi l'engagement de l'État pour soutenir les entreprises innovantes sur son territoire, détaille Sylvain Wasserman.*

## Dispositifs phares dédiés à la transition au niveau national



- Programme LIFE : Avec un budget de 5,4 milliards d'euros pour 2021-2027, ce programme européen est consacré à l'environnement, la conservation de la nature et l'action climatique, contribuant aux objectifs du Pacte Vert pour l'Europe. La région Centre-Val de Loire a par exemple pu en bénéficier avec son projet Let'sGo4Climate.
- Plan Climat : Sur la période 2022-2025, 26,4 milliards d'euros sont alloués pour soutenir les entreprises ayant un impact environnemental direct. L'entreprise suédoise Northvolt a par exemple pu bénéficier du Plan Climat pour développer de nouvelles générations de batteries au lithium.

Leviers bancaires :

Les banques aussi se sont emparées du sujet, à l'image de la Banque de la Transition Énergétique. Son enjeu est ainsi de garantir aux épargnants l'utilisation de leur épargne verte au profit de projets issus de la transition énergétique.

« Nous avons financé plus d'une centrale photovoltaïque par jour l'année

*dernière, annonce Pierre-Henri Grenier, Directeur exécutif de la Banque de la Transition Énergétique. Au total, nous avons financé plus de 8.000 projets pour 477 millions d'euros en l'espace de 3 ans. Nous faisons des crédits de toute sorte, allant jusqu'à 20 ans, dès lors que le projet a un impact environnemental sur la région Auvergne Rhône-Alpes. »*

Que ce soit pour financer l'innovation ou les solutions déjà existantes, de nombreux dispositifs sont donc mobilisables aujourd'hui. C'est désormais aux entreprises (et notamment à celles qui innovent ou à celles qui déploient les innovations passées) d'en tirer le meilleur profit. « *Une banque, comme tout autre investisseur, vous prête de l'argent en échange d'un rendement, explique Matthieu Guesné, Président et fondateur de Lhyfe. Mais pour cela, elle doit croire dans le projet. Donc il ne faut pas se concentrer sur le fichier Excel, le niveau de dette ou d'intérêt. Ça, c'est ce qui arrive en dernier. Il faut d'abord expliquer le marché, le produit ou service, l'équipe et les financements déjà acquis. C'est en restant sincère dans votre approche que vous pourrez faire un impact. »*

L'écosystème du financement de l'innovation se structure maintenant autour des projets à impact pour aider les entreprises à construire un avenir plus durable.



À lire aussi

Quels sont les do's and don'ts d'une (bonne) stratégie de financement ?

---

Article écrit par MADDYNESS AVEC BANQUE POPULAIRE ET DYNERGIE